

Fabrice Robert : On se rapproche dangereusement d'une France Big Brother

Riposte Laïque : Tu viens de publier, dans Boulevard Voltaire, un article particulièrement alarmiste sur le fameux article 13 d'une nouvelle loi de programmation militaire votée par le Parlement. Tu ne parais croire à l'alibi de la lutte contre le terrorisme, et notamment les attentats islamistes...

<http://www.bvoltaire.fr/fabricerobert/quadrature-du-net-souriez-vous-etes-surveilles,44515>

Fabrice Robert : Pas du tout. L'adoption de cet article 13 (devenu article 20) du projet de loi de programmation militaire doit être perçue comme une véritable menace pour nos libertés individuelles. Sous prétexte de vouloir assurer notre sécurité, cet article instaure un véritable flicage en règle des citoyens français.

L'État pourrait donc maintenant accéder directement aux données personnelles détenues par les opérateurs de communications électroniques, les fournisseurs d'accès ou bien encore les hébergeurs de sites web. N'importe quel fonctionnaire de l'Intérieur accrédité pourrait consulter facilement toutes ces données, en temps réel et sans contrôle judiciaire. Nous entrons doucement mais sûrement dans un monde de Big brother légalisé grâce à des parlementaires aveugles et peu au fait des nouvelles technologies. Cela me rappelle l'épisode autour du vote de la loi Hadopi. La plupart des députés qui s'étaient prononcés pour étaient, dans le même temps, incapables de définir le concept de réseau P2P (Peer-to-peer) alors que cette technologie était la principale cible du projet Hadopi censé favoriser la lutte contre le piratage... Aujourd'hui encore, des parlementaires prennent la lourde

responsabilité de voter pour une loi dont ils ne mesurent pas toutes les conséquences – du fait de l’interconnexion grandissante entre les hommes et les réseaux informatiques – et qui permettra malheureusement de mettre les Français sous surveillance.

Riposte Laïque : Dans ton article, tu parais regretter ce que tu considères comme une passivité complice des Français. Mais que veux-tu qu’ils fassent, précisément, cinq jours après le vote de cette loi ?

Fabrice Robert : En effet, l’absence d’une véritable mobilisation des citoyens français face à cette loi liberticide me paraît extrêmement inquiétante. C’est avant le vote de cette loi qu’il fallait manifester. Certes, certains collectifs ont voulu alerter l’opinion. Mais j’ai la désagréable impression que tout ce qui touche aux libertés numériques n’intéresse pas le grand public. Alors qu’il s’agit d’un enjeu important dans une démocratie digne de ce nom.

Si les nouvelles technologies peuvent être synonymes de progrès sur le terrain de la liberté d’expression, celles-ci – mal ou plutôt trop encadrées – se transforment rapidement en menaces pour les citoyens. L’État cherchera toujours à mieux contrôler un espace de communication qui lui échappe encore.

L’adoption de cette loi tombe pourtant peu après le scandale Prism révélé par Edward Snowden. Certains s’étaient mobilisés pour que la France accorde l’asile politique à l’ex-consultant de la NSA, présenté comme un héros et un défenseur de nos libertés. Mais une cinquantaine de personnes à peine se sont déplacées lors du rassemblement organisé au Trocadéro par le Parti pirate...

Ces dernières semaines, de nombreux collectifs défendant certains intérêts se sont mobilisés partout en France. L’on pense aux « Pigeons », aux « Moutons », aux « Cigognes » et autres « Sacrifiés ». L’on pense aussi aux milliers de «

Bonnets rouges » qui ont su faire reculer le gouvernement.

Les Français se mobilisent plus facilement quand il s'agit d'exprimer un ras-le-bol fiscal mais personne ne bouge quand le gouvernement veut taxer nos libertés... La dictature douce s'installe. Les Français acceptent d'être surveillés. Tout va bien dans le meilleur des mondes selon Orwell. 1984 n'est plus un roman. Cet ouvrage est devenu un manuel pratique au service des flics de la pensée.

Riposte Laïque : Concrètement, selon toi, qu'ont à craindre un mouvement politique comme Le Bloc Identitaire, ou bien une association comme Riposte Laïque, de cette nouvelle loi ?

Fabrice Robert : Cette nouvelle loi va notamment permettre aux autorités de l'État d'accroître la surveillance des structures et personnalités considérées comme hostiles au gouvernement en place. Des fonctionnaires pourraient tenter d'avoir accès à des données confidentielles pour mieux suivre la mise en place de certaines manifestations et recueillir des informations précieuses sur l'organisation interne de telle ou telle structure.

Aujourd'hui, toute organisation politique digne de ce nom doit pouvoir anticiper et mettre en place des solutions pour sécuriser au maximum ses échanges et informations internes. En guise d'exemple, je peux évoquer les VPN (Virtual Private Network – Réseau Privé Virtuel en français) qui permettent de se connecter à un réseau distant de manière anonyme et sécurisée.

Riposte Laïque : Vous avez été les premiers, dès le lendemain de l'élection du nouveau président, à lancer une campagne « Hollande n'est pas mon président ». Dix-huit mois après, il est au plus bas dans les sondages, et une grande marche demandant sa démission se met en place, pour le 26 janvier. Cela vous satisfait-il, et participerez-vous cette manifestation ?

Fabrice Robert : En effet, dès le lendemain de l'élection du président socialiste, nous avons lancé la campagne « Hollande n'est pas mon président ». L'objectif était assez clair : nous voulions rappeler qu'élu par seulement 33% des Français en âge de voter, François Hollande n'avait aucunement la légitimité suffisante pour mener des réformes aussi profondes que l'octroi du droit de vote aux étrangers ou encore l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe.

Au-delà de l'adoption de la loi Taubira, il faut bien avoir conscience que les rassemblements qui se sont déroulés pendant plusieurs mois en France ont permis de politiser un public qui n'était pas habitué à défiler dans la rue. Face au déni de démocratie, face à la répression, nombreux sont ceux qui sont passés d'un combat limité contre le mariage gay à un combat plus global contre la présidence Hollande. Les arrestations, les gardes à vue et le gazage systématique des manifestants n'ont fait que renforcer la contestation. Les slogans tels que « Hollande démission ! » ou « Hollande dégage ! » largement repris aujourd'hui par des manifestants ne sont pas sans rappeler notre campagne « Hollande n'est pas mon président ».

Aujourd'hui, le mouvement identitaire tient à rester aux avant-postes du combat contre François Hollande. Nous suivons donc de très près les initiatives qui se mettent en place dont celle prévue le 26 janvier prochain.

Riposte Laïque : Es-tu satisfait du bilan 2013, pour ton organisation, et quels sont les projets pour 2014 ?

Fabrice Robert : Oui, car ces derniers mois, nous avons continué à développer – avec succès – un certain nombre de projets (associations, maison d'éditions, médias, etc.) qui permettent d'assurer un rayonnement culturel pour nos idées. Pour exemple, notre réseau de locaux dans les grandes villes de France (je ne peux pas vous en dire plus pour le moment) va très prochainement s'agrandir.

Après plusieurs mois de développement, nous avons aussi lancé une nouvelle mouture de Novopress, révolutionnaire et innovante. Or, cet outil de communication demeure très important dans notre stratégie d'offensive culturelle. Et le résultat est au rendez-vous : En 1 mois, l'audience du site a simplement quadruplé !

Je peux également évoquer le formidable travail effectué par Génération Identitaire : de la campagne Génération Solidaire à la nouvelle campagne Génération Anti-Racailles en passant par l'occupation du toit de Solferino.

Le Bloc identitaire a notamment continué à développer les initiatives pour dénoncer le rachat de la France par le Qatar. Puis, nous venons de lancer une nouvelle campagne pour cibler l'enseigne H&M qui – considérant certainement les « employés » chinois trop chers à son goût – a décidé de délocaliser une partie de sa production... en Ethiopie. Notre objectif est de dénoncer cette nouvelle forme d'esclavagisme qui consiste à exploiter des travailleurs éthiopiens pour fabriquer des vêtements destinés aux chômeurs européens.

Par ailleurs, nous avons été très présents dans les rassemblements d'opposition à la loi Taubira. La défense de la famille a ainsi suscité des rencontres, des prises de conscience et la naissance de nouvelles convergences. Je suis donc convaincu que les Identitaires ont fortement gagné en terme d'influence à l'occasion de ces mobilisations pour la défense de la famille. Pour le chercheur en science politique, Gaël Brustier, la thématique « identitaire » serait très prégnante chez les acteurs de la Manif pour tous. Il parle d'ailleurs d'une offensive culturelle de la droite et de la probable naissance d'un « bloc culturel, politique et demain sans doute électoral ». Je tiens d'abord à saluer le travail de notre collectif « Pas Mon Président » qui poursuit le travail initié en 2012, avec notamment une soirée organisée ce mois-ci à Paris et qui – avec plus de 150 personnes présentes – a rassemblé la majeure partie des acteurs et des collectifs

anti-Hollande.

Parmi les objectifs importants pour 2014 : le renforcement de la fonction du Bloc Identitaire en tant qu'aiguillon politique et médiatique, lobby, centrale d'agitation. Depuis quelques mois, la mise en place progressive d'une nouvelle structure organisationnelle va nous permettre de renforcer de manière considérable notre logique d'influence. Les responsables du Bloc identitaire doivent devenir, en quelque sorte, des « lanceurs d'alerte » au service de notre identité charnelle et historique.

Autre objectif. Mettre l'accent sur le développement et l'investissement du champ associatif. Les associations permettent de s'engager autrement et surtout, à terme, d'occuper des « espaces libérés » tout en incarnant parfois de véritables contre-pouvoirs. Le tissu associatif est habituellement la chasse gardée de la gauche. Notre offensive culturelle passe donc aussi par là !

Enfin, autre objectif important. Faire entrer des personnes issues des rangs identitaires dans les assemblées municipales lors des élections de mars 2014, à travers des listes d'union et de rassemblement. Avoir des élus permettrait au mouvement identitaire de franchir une nouvelle étape. En disposant d'élus susceptibles de reprendre nos mots d'ordre et de relayer nos campagnes, le mouvement identitaire ne pourra que gagner en influence. C'est aussi pour cette raison qu'un séminaire a été organisé en décembre à Lyon pour préparer nos cadres et militants aux Municipales 2014.

Enfin, en tant que mouvement politique favorable à une Europe politique, nous comptons nous inviter dans le débat des élections européennes, l'autre grand rendez-vous politique de l'année 2014.

Propos recueillis par Pierre Cassen